

pas être importé ou imposé de l'extérieur. Le gouvernement de la RDA se rend compte que nous sommes face à une époque riche en promesses mais également en risque et le gouvernement de la RDA fait tout pour veiller à ce que les traditions antifascistes de notre peuple soient conservées.

Troisièmement, ce qui est absolument nécessaire à l'heure actuelle ce sont des mesures de désarmement importantes, rapides et sérieuses. Le désarmement de même que la limitation des armements ne doit pas être en retard par rapport à la dynamique des progrès politiques en Europe. L'initiative prise le Président Bush pour ouvrir un régime de ciels ouverts, qui a d'ailleurs été reprise par le gouvernement canadien, vient donc à point nommé.

J'aimerais remercier très sincèrement le gouvernement canadien de nous avoir invités à cette Conférence et je remercie également le Ministre des Affaires Etrangères Clark pour les conditions de travail excellentes qui nous sont offertes.

L'ouverture face au potentiel militaire et aux activités militaires est, à notre avis, une caractéristique importante de la nouvelle sécurité internationale qui se développe à l'heure actuelle. Si nous l'exerçons de façon réciproque, elle permettra de remplacer la méfiance et la rivalité par la confiance et la collaboration, la coopération.

Le fait que nous approuvions le régime de Ciels Ouverts représente finalement le critère qui permet de vérifier à quel point nous prenons au sérieux les déclarations d'ouverture, de transparence et de vérification.

A la limite des désalliances, en tant que pays de transit et pays de tourisme, avec trois couloirs aériens alliés et une voie aérienne internationale, de même qu'avec des missions militaires alliées en RDA, la RDA, qu'elle le veuille ou non, est un pays transparent et souhaite le rester.

Son approbation précoce du projet de la Conférence pour régime de ciels ouverts est liée pour la RDA avec toute une série d'espoirs et d'attentes. Ce qui nous semble le plus important c'est que tous les états doivent pouvoir y participer de façon souveraine et sur pied d'égalité. Cela exige tout d'abord de veiller à ce que chacun d'entre eux puisse bénéficier de possibilités équivalentes pour ce qui est de l'obtention des informations et de la collecte de l'information.

Un "cocom" dans ce cadre irait à l'encontre du renforcement de la confiance que l'on recherche de façon réciproque. Une coopération devrait également être valable

